

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE NEUFLIZE OBC

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 383.507.453 €

Siège social : 3 Avenue Hoche – 75008 Paris

552.003.261 R.C.S. Paris

Documents comptables approuvés par l'assemblée générale du 29 mai 2019**I. – Bilan au 31 décembre 2018**

(En milliers d'euros.)

Actif	Référence note de l'annexe	2018	2017
Caisse, banques centrales, CCP		1 763 440	1 657 406
Effets publics et valeurs assimilées	A1-A8	322 177	370 548
Créances sur les établissements de crédit	A2	3 673 785	3 645 303
A vue		2 688 403	2 634 450
A terme		985 382	1 010 854
Créances sur la clientèle	A3-A8	3 741 806	3 620 905
Créances commerciales		1 589	5 509
Autres concours à la clientèle		3 040 546	2 823 303
Comptes ordinaires débiteurs		699 671	792 093
Actions et autres titres à revenu variable	A1-A8	23 488	24 468
Participations et activité de portefeuille	A4-A8	8 284	9 904
Parts dans les entreprises liées	A4-A8	233 537	233 631
Immobilisations incorporelles	A5	35 859	38 039
Immobilisations corporelles	A5	72 029	72 911
Autres actifs	A6	48 256	56 799
Comptes de régularisation	A7	56 770	45 283
Total de l'actif		9 979 432	9 775 197

Passif	Référence note de l'annexe	2018	2017
Dettes envers les établissements de crédit	P1	2 575 770	2 650 259
A vue		86 035	173 901
A terme		2 489 735	2 476 357
Comptes créditeurs de la clientèle	P2	6 520 784	6 237 558
Comptes d'épargne à régime spécial		806 176	822 620
A vue		788 613	801 351
A terme		17 563	21 269
Autres dettes		5 714 608	5 414 938
A vue		3 740 812	3 459 991
A terme		1 973 796	1 954 948
Autres passifs	P3	46 408	45 196
Comptes de régularisation	P4	96 582	99 039
Provisions	P5/P5-1	33 259	62 412
Capitaux propres hors FRBG	P7	706 628	680 735
Capital souscrit	P7	383 507	383 507
Prime de fusion	P7	167 080	167 080
Réserves	P7	56 346	50 454
Provisions réglementées	P6-P7	455	460
Report à nouveau (+/-)	P7	38 156	48 094
Résultat de l'exercice (+/-)	P7	61 084	31 138
Total du passif		9 979 432	9 775 197

Hors bilan	Référence note de l'annexe	2018	2017
Engagements donnés			
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		18 089	18 281
Engagements de financement en faveur de la clientèle		565 246	550 425
Engagements de garantie		210 822	224 444
D'ordre d'établissements de crédit		27 943	30 759
D'ordre de la clientèle		182 879	193 685
Engagements sur titres		0	15 200
Opération en Devises		49 057	41 596
Opérations sur instruments de taux d'intérêts		322 139	331 744
Opérations sur instruments de change		3 020	2 009
Opérations sur autres instruments		185 875	118 702
Engagements reçus			
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	AP3	718 272	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	AP3	96 975	118 135
Engagements de garantie reçus de la Clientèle	AP3	1 787 593	1 714 230
Engagements sur titres	HB1	0	40 000
Opérations en devises	HB1	49 108	41 544
Opérations sur instruments de taux d'intérêts	HB1	327 297	339 283
Opérations sur instruments de change	HB1	3 020	2 009
Opérations sur autres instruments	HB1	185 875	118 702
Autres engagements reçus		428 090	0

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Référence note de l'annexe	2018	2017
Produits nets d'intérêts	R - 1	161 797	174 569
+ Intérêts et produits assimilés		150 529	153 370
Sur opérations avec les Etablissements de crédit		53 240	53 218
Sur opérations avec la Clientèle		86 632	87 371
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		10 657	12 781
- Intérêts et charges assimilées		-24 250	-24 944
Sur opérations avec les Etablissements de crédit		-17 022	-17 209
Sur opérations avec la Clientèle		-7 227	-7 735
+ Revenus des titres à revenu variable	R - 1 - 1	35 517	46 143
Produits nets des commissions	R - 2	95 535	105 195
+ Commissions (produits)		103 868	114 357
- Commissions (charges)		-8 332	-9 161
Résultat net des opérations financières		3 450	3 816
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	R - 3	4 428	4 768
Solde en bénéfice sur titres de transaction		-29	934
Solde en bénéfice sur opérations de change		3 442	2 926
Solde en bénéfice sur instruments financiers		1 015	908
Solde en perte sur instruments financiers			
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	R - 3 - 1	-978	-952
Solde en bénéfice (+) ou pertes (-) sur titres de placement		-978	-952
Solde en perte sur opérations de change			
Solde en perte sur instruments financiers			
Autres charges et produits nets d'exploitation bancaire	R - 4	-177	-2 564
+ Autres produits d'Exploitation bancaire		4 597	1 065
- Autres charges d'Exploitation bancaire		-4 774	-3 629
Produit net bancaire		260 604	281 016

- Charges générales d'exploitation	R - 5	-185 137	-237 217
Frais de personnel		-98 530	-158 374
Autres frais administratifs		-86 607	-78 843
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles		-6 550	-7 435
Total frais généraux		-191 687	-244 652
Résultat brut d'exploitation		68 917	36 364
- Coût du risque	R - 6	-5 753	-8 174
Résultat d'exploitation		63 164	28 190
- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	R - 7	1 610	-2 431
+/- Résultat courant avant impôt		64 774	25 759
- Impôt sur les bénéfices	R - 8	-3 694	1 121
- Dotations ou reprises provisions règlementées		4	4 259
- Provision pour Investissement			
Résultat de l'exercice (+ / -)		61 084	31 138

III. – Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2018

Faits marquants

Dans le cadre du projet « Connect 2020 » initié par le groupe, un plan de départ volontaire a été mis en place en 2016. Suite à la signature de l'accord collectif majoritaire en 2017, les conditions pour comptabiliser les provisions et les charges à payer étaient remplies. Les montants ajustés des « vagues 1 et 2 » ont été comptabilisés sur 2018. La banque a cédé les portefeuilles clientèles « affluent » liés au projet « Green » pour un montant de 3,6 M€.

Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes sociaux

La présentation des états financiers relative à l'exercice 2018 est conforme aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Le compte de résultat publiable constitue le modèle d'analyse de la formation du résultat donnant le produit net bancaire, le résultat brut d'exploitation et le résultat net.

Les charges générales d'exploitation et le produit net bancaire sont présentés nets des transferts de charges qui s'y rapportent.

1. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

La Banque NEUFLIZE OBC applique le règlement ANC n° 2014-07 notamment en ce qui concerne les dispositions relatives aux transactions entre parties liées et les opérations non inscrites au bilan.

Conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit français, les méthodes d'évaluation prennent en compte pour la majorité des opérations l'intention dans laquelle celles-ci ont été conclues.

1.1. – Conversion des comptes en devises

Les actifs, passifs et engagements de hors bilan libellés en devises sont valorisés aux cours de change officiels du marché au comptant à la clôture de l'exercice. Les écarts de change ainsi dégagés sont enregistrés en résultat.

1.2. – Commissions sur prestations de services

Elles sont enregistrées en produits et charges en fonction de leur nature. Les produits de commissions rémunérant des services continus sont étalés sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres...).

1.3. – Créances et engagements sur établissements de crédit et clientèle

1.3.1. – Généralités :

Les créances sur établissements de crédit comprennent les créances détenues au titre des opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédits, à l'exception de ceux qui sont matérialisés par un titre.

Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes font l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devises identiques, même entité de comptabilisation. Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature au hors-bilan correspondent :

- aux engagements irrévocables de concours en trésorerie ;
- aux engagements de garantie n'ayant pas donné lieu à mouvements de fonds.

1.3.2. – Traitement des créances douteuses :

La Banque NEUFLIZE OBC applique le règlement ANC n° 2014-07 ainsi que les dispositions de l'avis 2006-16 du 21 décembre 2006 sur le déclassement en douteux des découverts repris par l'article 2221-2 du règlement ANC n° 2014-07.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par la banque de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances immobilières et neuf mois pour les créances sur des collectivités locales), ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, nonobstant l'existence de garanties.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations pour créances douteuses ou pour risques à hauteur des pertes probables. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations nettes aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme ces derniers, dans le produit net bancaire.

Les dépréciations pour créances douteuses sont calculées en valeurs actualisées (Art. 2231-2 du règlement ANC n° 2014-07). Le taux utilisé est soit le taux d'origine du crédit quand il est connu, soit le taux d'intérêt légal.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Si la restructuration a été conclue à des conditions hors marché, la décote entre les nouvelles conditions et les conditions d'origine est enregistrée en coût du risque lors de la restructuration, puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restant à courir de la créance.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est classée en encours douteux compromis. Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat.

1.3.3. – Commissions reçues :

En application du règlement ANC n° 2014-07, les commissions reçues sont étalées linéairement au prorata du capital restant dû. Les produits liés à cet étalement sont enregistrés en PNB et le stock à lisser est intégré à l'encours de crédit concerné.

1.4. – Portefeuille titres

Conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées non consolidées.

La banque applique les dispositions du règlement ANC n° 2014-07 relatives à la comptabilisation des frais d'acquisition de titres et celles de l'avis CNC 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux Conditions de transferts de titres :

- les titres de transaction peuvent être transférés en catégories titres de placement ou titres d'investissement ;
- les titres de placement ne peuvent être transférés en catégorie titres d'investissement que dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

Pour les titres de transaction transférés, la valeur de transfert correspond à la valeur comptable des titres de transaction déterminée le jour du transfert selon les règles de la catégorie des titres de transaction qu'ils soient reclassés en titres de placement ou en titres d'investissement.

Pour les titres de placement reclassés en titres d'investissement, les titres sont inscrits le jour du transfert à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

Titres de transaction

Il s'agit de titres négociables sur un marché à caractère liquide et qui sont acquis ou vendus avec l'intention dès l'origine de les revendre ou de les racheter à court terme. Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix sont représentatifs de transactions réelles, régulières et intervenant dans des conditions de concurrence normale.

A la date d'acquisition ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais exclus, et le cas échéant, en incluant les intérêts courus. A la date de clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent, les variations de valeur sont portées dans le compte de résultat.

Titres de placement

Il s'agit d'actions (ou d'autres titres à revenus variables) ou d'obligations, qui ne relèvent ni classés des titres de transaction, ni des titres d'investissement.

A la date d'acquisition, ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus ; les coupons courus sont enregistrés en créances rattachées.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Pour les titres cotés, la valeur de marché correspond au cours le plus récent à fin décembre. Pour les titres non cotés, la valeur de marché correspond à la valeur probable de négociation. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée de vie résiduelle des titres selon une méthode actuarielle.

Titres de l'activité de portefeuille

Sont regroupés sous cette catégorie, les valeurs acquises avec pour objectif unique d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention de développer des liens durables dans le fonds de commerce de l'entreprise ayant émis ces titres.

A la date d'acquisition ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Les titres figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Celle-ci est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de la société émettrice et de l'horizon de détention.

Dans le cas de titres cotés, elle peut être établie à partir du cours de bourse retenu sur une durée de référence.

Les moins-values latentes sont calculées par lignes de titres et sont comptabilisées sans compensation avec les plus-values latentes.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement

Ce sont des obligations, des effets publics ou valeurs assimilées acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

A la date d'acquisition, ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus ; les coupons courus sont enregistrés en créances rattachées.

Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciation sauf s'il existe une forte probabilité que ces titres ne soient pas conservés jusqu'à l'échéance ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Autres titres détenus à long terme

Cette catégorie regroupe les titres acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus.

A la date de leur acquisition, les titres inscrits dans cette catégorie sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Titres de participations et parts dans les entreprises liées

Ce sont des titres dont la possession durable est utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

A la date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus.

Les « autres titres détenus à long terme » et les « titres de participation et parts dans les entreprises liées » sont évalués individuellement au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité représente ce que

l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir. Plusieurs méthodes d'estimation peuvent être utilisées : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, perspective de réalisation, cours moyen de bourse des derniers mois, conjoncture économique.

1.5. – Instruments financiers à terme, de taux d'intérêt, de change ou d'actions

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme, de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 et de l'Instruction 94-04 de la Commission Bancaire. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

Interventions sur les marchés organisés et assimilés

En fin d'exercice, les contrats sont évalués suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette évaluation est porté au compte de résultat.

Intervention sur marchés de gré à gré

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et de garantie de taux plafond ou plancher (caps ou floors) sont affectées dès leur origine dans un de ces trois portefeuilles :

- couverture identifiée ou micro-couverture ;
- macro-couverture ;
- transaction.

Les contrats classés en portefeuille de transaction sont évalués à leur valeur de marché. Les variations de valeur constatées sont portées en compte de résultat de l'exercice.

En ce qui concerne les opérations de couverture :

- les différentiels d'intérêts courus sur swaps de taux sont étalés au prorata du temps écoulé, contrat par contrat en compte de résultat ;
- les différentiels d'intérêts reçus ou versés ainsi que les primes de caps-floors sont rapportés au compte de résultat au prorata du temps écoulé.

1.6. – Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur de réévaluation, nettes des amortissements cumulés.

Réévaluation

Dans le cadre de la dernière réévaluation légale, la Banque NEUFLIZE OBC a procédé à la réévaluation des éléments existants en 1976. Ces réévaluations ont été maintenues dans les états financiers présentés.

Amortissements et dépréciations

Les terrains ne sont pas amortis.

Les amortissements sont calculés, en méthode linéaire ou en dégressif, sur la durée de vie probable des actifs concernés :

- Constructions : 30 à 50 ans
- Aménagements : 6 à 15 ans
- Mobiliers et matériels : 3 à 10 ans
- Logiciels : 1 à 5 ans

La Banque NEUFLIZE OBC applique les dispositions relatives aux amortissements et dépréciations des actifs du règlement ANC n° 2014-03.

1.7. – Dettes envers établissements de crédits, comptes créditeurs clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées en fonction de leur durée initiale ou de la nature des dettes :

- dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.8. – Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par supports : bons de caisse, titres de marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou économique sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe » du compte de résultat.

Les frais d'émission d'emprunts obligataires encourus dans l'exercice sont amortis linéairement sur la durée de vie des emprunts correspondants. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux autres intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

1.9. – Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.10. – Provisions

En application des articles 321-1 et suivants du règlement ANC n° 2014-03 relatifs aux passifs, les provisions sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Il s'agit de passifs représentant une obligation de l'entité à l'égard de tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette rubrique regroupe donc des provisions destinées à couvrir :

- des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires nettement précises quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise ;
- des risques et des charges liés à des opérations bancaires que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

Les provisions comprennent :

- les indemnités de fin de carrière versées lors des départs en retraite ainsi que les compléments de retraite versés à certains salariés ;
- les primes versées pour les médailles du travail conformément à la Convention Collective ;
- les provisions pour engagements par signature, pour litiges et risques divers.

1.11. – Engagements en matière de retraite et médailles du travail

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan. L'impact en résultat est comptabilisé dans la rubrique « Frais de personnel ».

Les indemnités de fin de carrière versées lors des départs en retraite ainsi que les compléments de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) versés à certains salariés ont été évalués et provisionnés depuis l'exercice 1987.

Les engagements sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Conformément à la recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013, les effets d'actualisation non-encore comptabilisés en charge, compte tenu de l'ancienne méthode du corridor, ont été enregistrés à l'ouverture de l'exercice en capitaux propres (« Report à nouveau ») en respectant par ailleurs les règles liées aux changements de méthodes comptables, c'est-à-dire sans effet d'impôts.

L'intégralité des dotations et reprises de l'exercice, incluant donc l'ensemble des effets d'actualisation, et également l'impact du plan de départ volontaire sur les effectifs sont dès lors enregistrés directement en résultat.

Indemnités Fin de Carrière :

Lors de la constitution de ces provisions en 2004, les charges sociales afférentes (loi Fillon) ont fait l'objet d'un étalement sur la durée résiduelle des engagements. Dans le cadre de la mise en œuvre de la recommandation ANC n° 2013-02, les

charges restant à étaler à l'ouverture de l'exercice 2013 ont été portées au compte de « report à nouveau ». Les charges sont de trois ordres :

- Charge théorique du service : charge normale de l'exercice provisionnée ;
- Coût financier : montant correspondant à une année de droit complémentaire acquis (provision* taux d'actualisation) ;
- Les Prestations versées : diminuent la charge annuelle comptabilisée en charge théorique du service.

Médaille du travail :

Les charges sont de trois ordres :

- Charge théorique du service : charge normale de l'exercice provisionnée ;
- Coût financier : montant correspondant à une année de droits complémentaires acquis (provision* taux d'actualisation) ;
- Les Prestations versées : diminuent la charge annuelle comptabilisée en charge théorique du service.

1.12. – Frais de personnel

La rubrique « Frais de personnel » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

Elle intègre également le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui a été créé par l'article 66 de la loi de Finances rectificative pour 2012. Il s'agit d'un crédit d'impôt de 6 % qui s'impute sur l'impôt sur les bénéfices et qui est basé sur les rémunérations versées aux salariés.

Conformément aux dispositions prévues par la directive européenne CRD IV sur les fonds propres réglementaires, les dispositions suivantes s'appliquent au sein de la Banque NEUFLIZE OBC :

- pour les salariés relevant des dispositions globales prévues par le Groupe ABN AMRO et conformément aux critères détaillés dans la Politique de Rémunération du Groupe NEUFLIZE OBC, la rémunération variable est divisée en deux parts : l'une dite « initiale » de 60 %, l'autre dite « différée » correspondant au 40 % restant. La part différée est soumise à des conditions suspensives avant attribution. Les parts initiale et différée sont elles-mêmes scindées en deux parts égales comprenant un versement de 50 % en numéraire et de 50 % en certificats de performance. Le règlement en numéraire des certificats de performance est soumis à une période de rétention de deux ans. Ces dispositions s'appliquent dès le 1^{er} € de rémunération variable.
- pour les salariés relevant des dispositions locales prévues par le Groupe NEUFLIZE OBC et conformément aux critères détaillés dans la Politique de Rémunération du Groupe NEUFLIZE OBC concernant les rémunérations variables éventuelles :
 - celles dont le montant brut est inférieur ou égal à 100 K€ sont versées en numéraire en mars N+1,
 - pour celles dont le montant brut est compris entre 100 K€ et 170 K€ : versements de 100 K€ en mars N+1, d'1/3 du solde différé en mars N+2, d'1/3 en mars N+3 et 1/3 en mars N+4,
 - pour celles dont le montant brut est supérieur à 170 K€ : les dispositions globales prévues par le groupe ABN AMRO s'appliquent alors dès le 1^{er} € de rémunération variable (voir précédent paragraphe).

L'ensemble des modalités applicables est détaillé dans la politique de rémunération du Groupe NEUFLIZE OBC et ses annexes, revue et validée tous les ans par le Conseil de Surveillance de la banque Neuflyze OBC, et parue sur le site intranet RH.

1.13. – Coût du risque

La rubrique « coût net du risque » comprend les dotations nettes aux dépréciations et provisions pour risques de contreparties, risques-pays, et litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

1.14. – Gains et pertes sur actifs immobilisés

La rubrique « Gains et pertes sur actifs immobilisés » regroupe :

- les plus ou moins-values de cessions ainsi que les dotations nettes aux dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement ;
- les plus ou moins-values de cessions sur immobilisations corporelles et incorporelles.

1.15. – Impôts courants

Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, le taux normal de l'IS pour toutes les entreprises est fixé à 28,92 % dans la limite de 500 K€ de bénéfice imposable et à 34,43 % au-delà de cette limite (après application d'une surtaxe de 3,3 % sur le taux de base)

La Banque Neuflyze OBC n'est pas soumise aux contributions exceptionnelles et additionnelles pour les grandes entreprises prévues par la première loi de finances rectificative pour 2017

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les dividendes reçus de filiales détenues à plus de 95 %, intégrées fiscalement, sont exonérés d'IS au titre du régime spécial mère-filiales, à l'exception d'une quote-part de frais et charges de 1 %. Les dividendes reçus de titres de participation sont exonérés d'IS, à l'exception d'une quote-part de frais et charges de 5 %.

L'article 22 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 a modifié les règles relatives à la taxation des plus-values de cession des titres de filiales et participations réalisées à compter du 1^{er} janvier 2012. La quote-part de frais et charges est calculée sur le montant brut des plus-values réalisées et non plus sur le montant net, et celle-ci est désormais taxée à 12 % au lieu de 10 % en 2011.

Intégration fiscale

Pour le calcul et le paiement de l'impôt, la Banque NEUFLIZE OBC et certaines de ses filiales détenues à plus de 95 % constituent un groupe d'intégration fiscale. Les économies d'impôt réalisées par le groupe fiscal sont conservées par la société mère.

1.16. – Résultat exceptionnel

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

1.17. – Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice.

Note A1. – Opérations sur titres de transaction, de placement, d'investissement

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018				2017			
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur de marché	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur de marché
Titres de placement								
Actions et autres titres à revenu variable	26 358	-2 870	23 488	23 691	26 359	-1 891	24 468	24 630
Total des titres de placement	26 358	-2 870	23 488	23 691	26 359	-1 891	24 468	24 630
Dont titres non cotés	26 358	-2 870	23 488	23 691	26 359	-1 891	24 468	24 630
Titres d'investissement								
Effets publics et valeurs assimilées	322 176		322 176	337 110	370 546		370 546	397 233
Total des titres d'investissement	322 176		322 176	337 110	370 546		370 546	397 233
Dont titres non cotés								
Titres de transaction, de placement et d'investissement								
Effets publics et valeurs assimilées	322 176		322 176	337 110	370 546		370 546	397 233
Actions et autres titres à revenu variable	26 358	-2 870	23 488	23 691	26 359	-1 891	24 468	24 630
Dont titres non cotés	26 358	-2 870	23 488	23 691	26 359	-1 891	24 468	24 630
Plus-Values latentes	203				162			
Dont OPCVM français	15 666	-1 766	13 900	13 903	15 667	-1 367	14 300	14 305
Dont OPCVM de capitalisation	19 186	-2 770	16 416	16 419	19 186	-1 791	17 395	17 401
Total des titres de transaction de placement et d'investissement	348 534	-2 870	345 664	360 801	396 905	-1 891	395 014	421 863
<i>Différence positive entre le prix d'acquisition/remboursement</i>			107				54	
<i>Différence négative entre le prix d'acquisition/remboursement</i>			- 2 748				- 4 274	

Note A2. – Créances sur les établissements de crédit

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018			2017		
	A Vue	A Terme	Total	A Vue	A Terme	Total
Comptes ordinaires	2 686 283		2 686 283	2 632 359		2 632 359
Comptes et prêts		978 142	978 142		1 004 359	1 004 359
Sous-total	2 686 283	978 142	3 664 425	2 632 359	1 004 359	3 636 718
Créances rattachées	2 120	7 241	9 360	2 090	6 495	8 585
Total	2 688 403	985 382	3 673 785	2 634 450	1 010 854	3 645 303
<i>Dont créances entreprises liées françaises (Note récapitulative N° AP1)</i>	6 937	113 528		764	126 915	

Note A3. – Créances sur la clientèle

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018					2017				
	Sociétés et EI(2)	Particuliers	Divers	Clientèle financière	Total	Sociétés et EI(2)	Particuliers	Divers	Clientèle financière	Total
Créances commerciales	1 584				1 584	5 075				5 075
Autres concours à la clientèle	2 164 720	748 251	18 887	157 696	3 089 554	2 075 681	674 109	16 090	114 619	2 880 500
Crédits clients	2 060 879	722 504	18 887		2 802 270	1 994 685	641 341	16 021		2 652 047
Crédits de trésorerie (1)	1 322 691	458 228	9 136		1 790 055	1 299 627	379 481	9 220		1 688 328
Crédits à l'équipement	466 426		3 833		470 260	432 568		52		432 620
Crédits Investisseurs	271 762	264 276	5 918		541 956	262 316	261 860	6 749		530 925
Autres						174				174
Prêts Clientèle financière à terme				157 696	157 696				114 619	114 619
Valeurs non imputées	41 120				41 120	17 133				17 133
Créances douteuses (*)	62 720	25 747			88 467	63 863	32 768	69		96 700
Créances douteuses	38 039	4 010			42 049	31 115	8 216			39 331
Créances douteuses compromises	24 681	21 737			46 419	32 749	24 552	69		57 370
Comptes ordinaires débiteurs	335 775	343 111	14 156	1 839	694 881	332 352	435 005	13 154	3 053	783 564
Créances rattachées					12 656					10 527
Sous-total	2 502 078	1 091 362	33 043	159 536	3 798 674	2 413 108	1 109 113	29 245	117 673	3 679 665
Dépréciations cf note A8(*)	- 41 345	- 15 523			- 56 868	- 42 752	- 15 939	- 69		- 58 761
Dépréciation sur douteux	- 20 983	- 218			- 21 201	- 17 028	- 308			- 17 336
Dépréciation sur douteux compromis	- 20 362	- 15 305			- 35 667	- 25 724	- 15 631	- 69		- 41 425
Total net	2 460 733	1 075 839	33 043	159 536	3 741 806	2 370 356	1 093 174	29 175	117 673	3 620 904
(1) Dont entreprises liées françaises	1					3				
Dont Crédit de trésorerie Cofiloisirs										
(Cf note récapitulative AP1)										
(2) Sociétés et Entrepreneurs Individuels										
1) Passage en pertes										
- Créances couvertes par dépréciations	6 484	876			7 360	1 039	119			1 158
- Créances non couvertes par dépréciations	230	97			327	383	35			418
2) Récupération sur créances amorties	196	256			452	903	547			1 450

Note A4. – Participations et parts dans les entreprises liées

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018				2017			
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur de marché	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur de marché
Titres de participation								
Administrations publiques centrales	976		976	976	610		610	610

Etablissements de crédit en compte courant des SCI	11 624	- 4 407	7 217	8 804	11 624	- 2 406	9 218	15 960
Clientèle financière	12		12	12	12		12	12
	83	- 3	80	112	86	- 23	63	96
Total des titres de participation	12 695	- 4 410	8 285	9 904	12 332	- 2 429	9 903	16 678
Parts dans les entreprises liées								
Autres entreprises financières	102 702		102 702	240 249	102 702		102 702	247 451
Entreprises non financières	130 907	- 72	130 835	286 925	131 032	- 102	130 930	215 771
Total des parts dans les entreprises liées	233 609	- 72	233 537	527 174	233 734	- 102	233 632	463 222
Total des titres de participation et des parts dans les entreprises liées (1)	246 304	- 4 482	241 822	537 078	246 066	- 2 531	243 535	479 900
(1) Titres non cotés			241 821				243 535	

Dans le cadre de ses activités bancaires, la Banque Neufilize OBC figure au capital de divers SCI, SNC, et GIE.

Note A5. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018			2017		
	Valeur brute	Amortissements / dépréciations	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements / dépréciations	Valeur nette
Immobilisations incorporelles	79 716	- 43 857	35 859	79 206	- 41 166	38 040
Logiciels	39 369	- 38 364	1 005	38 557	- 35 673	2 884
Fonds de commerce	40 334	- 5 493	34 841	40 334	- 5 493	34 841
Immobilisations en cours	13		13	315		315
Immobilisations corporelles	154 986	- 82 957	72 029	153 095	- 80 184	72 911
Terrains d'exploitation	4 363		4 363	4 363		4 363
Constructions d'exploitation (1)	48 885	- 6 330	42 555	48 885	- 6 094	42 791
Installations	78 281	- 59 993	18 288	76 554	- 58 101	18 453
Matériel, mobilier	22 867	- 16 634	6 233	22 449	- 15 989	6 460
Immobilisations en cours	590		590	844		844
Total	234 702	- 126 814	107 888	232 301	- 121 350	110 951

(1) Dont immeuble avenue Hoche PARIS 8e détenu via la SNC HOCHÉ dont le capital est de 41 M€ au 31/12/2018

Immobilisations (En milliers d'euros.)	Valeur brute au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Valeur brute au 31/12/2018
Immobilisations incorporelles	79 206	576	-64	-2	79 716
Immobilisations corporelles	153 095	2 956	-1 065		154 986
	232 301	3 532	-1 129	-2	234 702

Amortissements (En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2018
Immobilisations incorporelles	-41 166	-2 755	64		-43 857
Immobilisations corporelles	-80 184	-3 764	991		-82 957
	-121 350	-6 519	1 055	0	-126 814

Note A6. – Autres Actifs

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018	2017
Primes sur achat d'options	16 632	5 636
Débiteurs divers dont :	31 625	51 163
Etat	4 679	11 665
Fournisseurs	1 846	3 188
Dépôts de garanties versés	2 517	13 235
C/C Filles Intégration fiscale	533	

Clients - Refacturations Sociétés du Groupe	5 580	1 125
Versement Certificat Association	788	769
Débiteurs divers autres	15 682	21 181
Total	48 256	56 799

Note A7. – Comptes de régularisation

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018	2017
Produits à recevoir	20 647	24 041
Charges payées d'avance	1 182	1 064
Autres comptes de régularisation dont :	34 940	20 178
Moyens de paiements	34 916	20 022
Divers	24	156
Total	56 769	45 282

Note A8. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2017	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements*	2018
Sur Etablissements de Crédit					
Sur Créances Clientèle (Note A3)	58 761	7 501	- 9 325	- 68	56 868
Entreprises	42 904	6 089	- 7 486	- 20	41 487
Particuliers et divers	15 857	1 412	- 1 840	- 49	15 380
Sur Portefeuille Titres (Note A1)	1 891	1 099	- 120		2 870
Autres titres de placement	1 891	1 099	- 120		2 870
Sur Filiales et Participations (Note A4)	2 531	2 012	- 60		4 483
Filiales et participations	2 531	2 012	- 60		4 483
Total	63 183	10 612	-9 505	-68	64 221

* Cette colonne reprend les différences de change sur les dépréciations en devises ainsi que l'effet d'actualisation de celles-ci.

Note P1. – Dettes envers les établissements de crédit

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018			2017		
	A Vue	A Terme	Total	A Vue	A Terme	Total
Comptes ordinaires et emprunt au jour le jour (1)	76 324		76 324	169 957		169 957
Comptes et emprunts (cf note AP2)		2 487 143	2 487 143		2 473 056	2 473 056
Autres sommes dues	9 455		9 455	3 703		3 703
Sous total	85 778	2 487 143	2 572 922	173 660	2 473 056	2 646 715
Dettes rattachées	257	2 591	2 848	242	3 302	3 544
Total	86 035	2 489 735	2 575 770	173 901	2 476 357	2 650 259
(1) Dont entreprises liées françaises						
Dont Comptes ordinaires Cofiloisirs	1 565		1 565	265		265

Note P2. – Dépôts clientèle par agent économique

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018			2017		
	A Vue	A Terme	Total	A Vue	A Terme	Total
Comptes épargne à régime spécial (1)	787 878	16 846	804 725	800 138	20 416	820 554
Sociétés et Entrepreneurs Individuels	2 446	7	2 453	2 717	7	2 723

Particuliers	782 958	16 839	799 798	795 430	20 409	815 840
Divers	2 474		2 474	1 991		1 991
Autres dettes	3 741 546	1 974 513	5 716 060	3 461 203	1 955 801	5 417 004
Comptes ordinaires	3 738 387		3 738 387	3 458 133		3 458 133
Sociétés et Entrepreneurs Individuels (2)	2 319 896		2 319 896	2 238 939		2 238 939
Particuliers	1 083 425		1 083 425	924 526		924 526
Divers	218 979		218 979	183 606		183 606
Clientèle financière	116 087		116 087	111 062		111 062
Comptes créditeurs à terme		1 973 503	1 973 503		1 954 356	1 954 356
Sociétés et Entrepreneurs Individuels		1 784 373	1 784 373		1 776 790	1 776 790
Particuliers		65 392	65 392		23 818	23 818
Divers		123 738	123 738		153 748	153 748
Autres sommes dues à la clientèle	2 101		2 101	1 754		1 754
Sous total dépôts	4 528 366	1 990 349	6 518 716	4 260 024	1 974 772	6 234 796
Dettes rattachées	1 059	1 010	2 069	1 316	1 445	2 762
Total (cf note AP2)	4 529 425	1 991 360	6 520 784	4 261 340	1 976 217	6 237 558
(2) Dont ressources entreprises liées françaises	106 865		106 865	150 582		150 582

(Note récapitulative n° AP1)

(1) Dont Epargne réglementée (Avis CNC n° 2006-02). Montant des encours collectés au titre des comptes et des plans d'épargne logement sur la phase d'épargne en date d'arrêté : 16,85 M€. Montant des encours de crédit en vie octroyés au titre des comptes et des plans d'épargne logement sur la phase d'épargne en date d'arrêté : 3 K€. Pour les plans épargne logement : affectation par tranche d'ancienneté (0-4 ans, 4-10 ans et plus de 10 ans) de ces montants.

0-4 ans : 428 K€

4-10 ans : 649 K€

+ de 10 ans : 15 769 K€

Note P3. – Autres passifs

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018	2017
Primes sur options vendues	19 369	5 714
Créditeurs divers dont :	27 039	39 482
Prélèvements et Autres impôts	2 142	3 576
Personnel & Organismes sociaux	8 258	8 701
Fournisseurs	13 958	25 309
T.V.A	2 501	1 623
Autres	181	273
Total	46 408	45 196

Note P4. – Comptes de régularisation

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018	2017
Produits constatés d'avance	3 304	4 458
Charges à payer	76 211	70 022
Autres comptes de régularisation dont :	17 067	24 559
Comptes liés aux moyens de paiement	16 919	22 311
Divers	148	2 248
Total	96 582	99 039

Note P5. – Provisions

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2017	Dotations	Reprises	2018
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	50			50
Provisions ayant supporté l'impôt (3 Cf Note P5-1)	20 321	1 392	- 2 394	19 319

Indemnités départ à la retraite (4)	17 444	1 077	- 2 026	16 495
Médailles du Travail (4)	2 877	315	- 368	2 825
Autres provisions	42 040	2 039	- 30 189	13 890
Coûts liés à la séparation d'ABN AMRO	1 842		- 1 842	
Provisions immobilier	29		- 29	
Provisions restructuration et PDV (2)	31 389		- 26 394	4 995
Autres (1)	8 781	2 039	- 1 924	8 895
Total	62 412	3 431	- 32 583	33 260

(1) Résiliation contrats automobiles

(2) Dont provision PDV.

(4) Dont reprise provisions IFC, médailles liées au PDV soit 1 041 K€ et 32 K€

Note P5-1. – Couverture engagements de retraite

Engagements	01/01/2018	Variation de l'exercice	31/12/2018
Retraite supplémentaire	11 027	- 2 368	8 659
Indemnités de fin de carrière	16 779	- 347	16 432
Médaille du travail	2 877	- 53	2 824
Sous-total engagements	30 683	- 2 768	27 915
Retraites supplémentaires et indemnités de fin de carrière	- 10 361	1 766	- 8 596
Montant total couverture	- 10 361	1 766	- 8 596
Montant net engagements	20 323	- 1 002	19 320

Suite au changement de méthode (recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013), les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

(3) Le montant enregistré au titre de l'exercice 2018 est une dotation de 1 077 K€ dont 1009 K€ sur IFC et 68 K€ sur Retraite Directeurs. (Cf Note P5)

Note P6. – Provisions réglementées et provision pour investissement

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2017	Dotations	Reprise & utilisation	2018
Provisions réévaluation immobilisations amortissables	28		- 4	24
Amortissement dérogatoire (SOFICA)	104			104
Frais d'acquisition des titres de participation	328			328
Total	460		- 4	455

Note P7. – Variations des capitaux propres 2017/2018

(En milliers d'euros.)	Capital (2)	Prime de fusion	Réserves		Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
			Légale	Compl.				
Capitaux propres au 31/12/2017 (avant affectation du résultat)	383 507	167 080	31 871	18 582	461	48 095	31 138	680 735
Affectation du résultat 2017			1 557	4 336		25 245	-31 138	0
Capitaux propres au 31/12/2017 (après affectation résultat)	383 507	167 080	33 428	22 917	461	73 340	-0	680 733
Distribution dividendes (1)						-35 184		-35 184
Amortissement Provision réglementée					-6			-6
Résultat 2018							61 084	61 084
Capitaux propres au 31/12/2018 (avant affectation du résultat)	383 507	167 080	33 428	22 917	455	38 156	61 084	706 629

(1) Décision AG 24/05/2018

(2) Capital social

Nature des titres / Détenteurs	%	Nominal	Nombre	Valorisation
Actions ordinaires Détenu par ABNABN Amro NV	99,99	109 €	3 518 391	383 507 453

Note AP1. – Opérations avec les entreprises liées et participations

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018			2017		
	Entreprises liées	Participations	Total	Entreprises liées	Participations	Total
Emplois						
Créances sur les Etablissements de crédit	120 465		120 465	127 679		127 679
Total	120 466		120 466	127 679		127 679
Ressources						
Dettes envers les Etablissements de crédit	1 565		1 565	265		265
Comptes créditeurs de la clientèle	106 865		106 865	86 052		86 052
Total	108 430		108 430	86 317		86 317

Note AP1-1. – Opérations avec le groupe ABN Amro HORS France

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018
Emplois	
Créances sur les Etablissements de crédit	3 481 234
Total	3 481 234
Ressources	
Dettes envers les Etablissements de crédit	2 479 452
Total	2 479 452
Engagements Hors bilan	
Engagements reçus :	
Engagements de Financement	718 272
Engagements de Garantie (SBL)	428 090
Total	1 146 362

Note AP2. – Emplois et ressources suivant la durée restant à courir
(Montants nets de dépréciations incluant les créances rattachées)

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	D <= 3 mois		3 mois < D <= 1 an		1 an < D <= 5 ans		D > 5 ans		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Emplois										
Créances sur les Etablissements de crédit	87 147	149 329	50 820	138 802	327 500	250 000	519 915	472 723	985 382	1 010 854
Crédits à la clientèle	338 961	256 902	577 994	590 956	1 668 474	1 515 384	455 112	463 423	3 040 541	2 826 665
Totaux	426 108	256 902	628 814	590 956	1 995 974	1 515 384	975 027	463 423	4 025 923	2 826 665
Ressources										
Dettes envers les Etablissements de crédit	667 830	1 341 841	1 048 753	843 651	751 032	267 045	22 121	23 821	2 489 735	2 476 358
Dépôts clientèle	1 956 035	1 859 633	30 811	84 193	4 513	32 390			1 991 359	1 976 217
Totaux	2 623 865	3 201 475	1 079 564	927 844	755 545	299 435	22 121	23 821	4 481 094	4 452 574

Note AP3. – Ventilation en devises du bilan et des engagements de financements et de garanties hors-bilan

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018						Total contre-valorisé (En euros.)
	Euro	Dollar	Yen	Franc Suisse	Livre Sterling	Autres devises	
Total bilan							
Actif	9 691 031	242 335	1 269	10 601	16 870	17 325	9 979 431
Passif	9 691 697	241 207	1 314	11 019	16 941	17 254	9 979 431
Hors Bilan Actif							
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	18 089						18 089
Engagements de financement en faveur de la clientèle	537 386	27 860					565 246
Engagements de garantie							
D'ordre d'établissements de crédit	27 940					3	27 943
D'ordre de la clientèle	182 828					51	182 879
Hors Bilan Passif							
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	718 272						718 272
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	65 624	31 351					96 975
Engagements de garantie reçus de la clientèle	1 783 075	4 518					1 787 593

Note HB1. – Engagements

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2018 Couverture	2017 Couverture
Marchés de gré à gré		
Options sur actions		
Achat (Ctie Clients)	185 875	118 702
Opérations sur autres instruments	185 875	118 702
Options de change		
Achat (Ctie ABN AMRO)	3 040	1 008
Achat (Ctie Clients)	3 000	1 001
Opérations sur instruments de change	6 040	2 009
Contrats d'échange de taux d'intérêt		
Swaps emprunteur de taux fixe/prêteur à taux variable	141 730	199 599
Taux plafonds		
Achat CAP de taux (Ctie ABN AMRO)	143 630	138 619
Achat FLOOR (Ctie Ban AMRO)	41 937	1 065
Opérations sur instruments de taux d'intérêts	327 297	339 283
Options sur actions		
Vente (Ctie Clients)	185 875	118 702
Opérations sur autres instruments	185 875	118 702
Options de change		
Vente (Ctie ABN AMRO)	3 000	1 101
Vente(Ctie Clients)	3 040	1 008
Opérations sur instruments de change	6 040	2 109
Contrats d'échange de taux d'intérêt		
Swaps emprunteur à taux variable/prêteur à taux fixe	141 730	199 599
Taux plafonds		
Vente CAP de taux (Ctie Clients)	138 472	131 080
Vente FLOOR (Ctie Clients)	41 937	1 065
Opérations sur instruments de taux d'intérêts	322 139	331 744
Opérations en Devises		
Monnaie à recevoir (opérations de change à terme)	34 124	32 124
Opérations de change comptant	14 930	9 472

Total opérations en devises	49 054	41 596
Monnaie à livrer (opérations de change à terme)	34 108	32 102
Opérations de change comptant	15 000	9 442
Total opérations en devises	49 108	41 544
Titres à recevoir		
Engagement souscription EMTN		40 000
Titres à livrer		
Engagement souscription EMTN		15 200

Note HB2. – Ventilation des instruments financiers à terme selon leur durée résiduelle

Durée résiduelle (notionnel) (En milliers d'euros.)	D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Marchés de gré à gré			
Instruments de taux d'intérêts			
Swaps	20 487	56 197	65 046
Achats CAP	30 092	112 357	1 181
Ventes CAP	30 092	107 936	444
Achats FLOOR		850	41 087
Ventes FLOOR		850	41 087
Instruments de change (options de change)	6 040		
Autres instruments (options sur actions)	74 255	111 620	

Primes sur options (En milliers d'euros.)	Reçues	Payées
Options de change		
Options sur actions/indices	15 772	15 132
Options de taux	1 079	1 351
Total	16 852	16 483

Note HB3. – Instruments financiers à terme - Risque de contrepartie

(En milliers d'euros.)	Juste Valeur Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Risque sur les établissements de crédit situés en zone A (ABN AMRO)	509	41
Change à terme	44	4
CAP	109	9
FLOOR	291	23
Swaps	65	5
Risque sur la clientèle	26 567	2 125
Change à terme	134	11
Options de change	9	1
Options sur actions	23 118	1 849
Swaps	3 307	265
Total avant effet des accords de compensation	27 077	2 166

Note R1. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

Produits d'intérêts et assimilés (En milliers d'euros.)	2018			2017		
	Etablissements crédit	Clientèle	Autres	Etablissements crédit	Clientèle	Autres
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	26 021	16 638		25 084	17 316	
Intérêts sur comptes et prêts à terme	26 768			27 229		

Intérêts sur créances commerciales et crédits clientèle		63 910			62 793	
Produits des opérations sur instruments de taux	390	2 893		426	3 556	
Report - Déport	60	39		281	225	
Autres produits divers d'intérêts						
Intérêts sur titres à revenu fixe			10 657			12 781
Revenus des titres à revenu variable (R1.1)			35 517			46 143
Produits sur engagement Financement				198		
Sous-total intérêts	53 240	83 481	46 174	53 218	83 889	58 924
Commissions sur engagements de financement		1 787			1 978	
Commissions sur engagements de garantie		1 364			1 503	
Sous-total commissions	0	3 151		0	3 481	
	53 240	86 632	46 174	53 218	87 371	58 924
Total produits d'intérêts et assimilés		186 046			199 513	

Charges d'intérêts et assimilés	Etablissements crédit	Clientèle	Autres	Etablissements crédit	Clientèle	Autres
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	7 206	1 361		5 610	1 040	
Intérêts sur comptes et emprunts à terme	6 923	3 639		7 732	4 239	
Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial		1 599			1 888	
Report - Déport	0	159		183	112	
Charges des opérations sur instruments de taux	2 845	468		3 615	457	
Sous-total intérêts	16 974	7 227	0	17 139	7 735	0
Commissions sur engagements de garantie reçus	49			70		
	17 022	7 227	0	17 209	7 735	0
Total charges d'intérêts et assimilés		24 250			24 944	
Marge nette d'intérêts		158 694			171 157	
Commissions nettes sur engagements de financement et de garantie		3 103			3 412	
Marge nette d'intérêts et assimilés		161 797			174 569	
Résultat net sur opérations financières (R3)		3 450			3 816	
Autres charges et produits d'exploitation bancaire (R4)		-177			-2 564	
Total marge d'intérêts et assimilés		165 069			175 821	
Dont commissions à caractère d'intérêts		3 103			3 412	
Dont marge d'intérêts		161 967			172 409	

Note R1-1. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2018	2017
Titres de Placement	280	259
Titres de Participation	6	411
Parts dans les Entreprises liées (1)	35 232	45 473
Total	35 517	46 143
(1) Dont		
Dividendes AAIS	17 566	25 673
Dividendes NEUFLIZE ViE	12 181	14 345

Note R2. – Commissions

(En milliers d'euros.)	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	49		74	
Opérations sur effets et comptes	13 529		14 155	
Opérations de change	294		390	
Opérations de hors-bilan	3 554	94	3 652	125

Engagements sur titres	3 460		3 630	
Opérations sur instruments financiers à terme	94	94	22	125
Prestations de services financiers	86 441	8 238	96 085	9 036
Moyens de paiement	6 840	3 387	7 107	3 694
Opérations financières et titres	75 770	4 085	85 134	4 654
Autres	3 831	766	3 844	688
Total des commissions	103 868	8 332	114 357	9 161
Produits nets des commissions (Produits -Charges)	95 535		105 195	

Note R3. – Gains et pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros.)	2018		2017	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Titres de transaction	-29		934	
Opérations de change	3 442		2 926	
Instruments financiers	1 015		908	
Produits nets des opérations de portefeuille de négociation	4 428		4 768	

Note R3-1. – Gains et pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros.)	2018		2017	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Titres de placement				
Plus-values de cession	1		2	
Dépréciation		979		954
Total	1	979	2	954
Produits nets des opérations de portefeuille de placement	-978		-952	

Note R4. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Cotisation fonds de garantie espèces		87		120
Pertes opérationnelles		4 687		3 509
Autres produits d'exploitation bancaire	4 597		1 065	
Total	4 597	4 774	1 065	3 629
Charges nettes d'exploitation bancaire	-177		-2 564	

Note R5. – Frais généraux et amortissements

(En milliers d'euros.)	2018	2017
Frais de personnel (1)	98 530	158 374
Salaires et traitements	53 105	112 169
Charges sociales	23 550	23 661
Charges de retraite	11 273	6 084
Impôts, taxes et versements assim. s/rémunérations	6 170	10 515
Intéressement et participation des salariés	4 890	7 528
Sous total	98 988	159 958
Charges refacturées	-457	-1 583

Autres frais administratifs	86 607	78 843
Impôts et taxes	5 941	6 659
Services extérieurs (2)	99 211	91 952
Sous total	105 152	98 611
Charges refacturées	-18 545	-19 768
Total charges générales d'exploitation	185 137	237 217
Total amortissements	6 550	7 435
Total frais généraux et amortissements	191 687	244 652

(1) Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi s'élève à 507 K€ en 2018 et est affecté aux efforts d'investissements, notamment dans le cadre de projets (Digital, MIFID2,...).

(2) Les honoraires des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2018 s'élèvent à 168,8 K€ HT pour EY et 223,8 K€ HT pour MAZARS.

L'ensemble des rémunérations allouées pour la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018 aux membres du Directoire s'élève à 1 691 K€. En outre, le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de Surveillance s'élève à 56 K€.

Au 31 décembre 2018, les Bonus différés CRD non comptabilisés s'élèvent à 1,1 M€.

Note R6. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	2018	2017
Dotations aux dépréciations		
Sur crédits domestiques et risques divers	-7 755	-12 400
Reprises de dépréciations		
Sur crédits domestiques et risques divers	9 306	4 352
Dotations nettes de reprises de dépréciations	1 551	-8 048
Créances irrécouvrables non dépréciées	-327	-418
Créances irrécouvrables dépréciées	-7 429	-1 158
Récupérations sur créances amorties	452	1 450
Total coût du risque	-5 753	-8 174

Note R7. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	2018	2017
Participations et activité de portefeuille		
Plus-values de cession	2 796	0
Moins-values de cession	-43	-5
Reprises de dépréciation	60	10
Dotations de dépréciation	-2 012	-2 436
Autres produits	809	
Résultat net	1 610	-2 430

Note R8. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	2018	2017
Contribution de 3 % sur la distribution de dividendes		5 864
IS Théorique (hors intégration fiscale)	-4 135	-2 732
Impact de l'intégration fiscale	404	756
Charge d'impôts sur exercices antérieurs (1)	37	-2 767
Impôts sur les sociétés	-3 694	1 121

(1) Dont - 2 770 K€ de provision pour redressement fiscal au 31/12/2017

Note R9. – Autres informations

	2018	2017
Techniciens des métiers de la banque	179	187
Cadres	655	693
Effectif moyen du personnel	834	880

L'effectif comprend les Salariés de la Banque ainsi que ceux détachés dans les autres Sociétés du Groupe.

Note R10. – Opérations avec les parties liées (Groupe NEUFLIZE France et Groupe ABN)

(En milliers d'euros.)	Total 2018	Parties liées Groupe NEUFLIZE France	Parties liées Groupe ABN (hors France)
Produits nets d'intérêts	161 797	362	41 513
Intérêt produit	150 529	368	51 954
Intérêt Charges	-24 250	-6	-10 441
Revenus des titres à revenu variable	35 517		0
Produits nets des commissions	95 535	30 922	3 327
Commissions (produits)	103 868	33 789	3 401
Commissions (charges)	-8 332	-2 867	-74
Résultat net des opérations financières	3 450	0	10 529
Autres charges nettes d'exploitation bancaire	-177		
Produit net bancaire	260 604	31 284	55 369
Charges générales d'exploitation	-185 137	-1 050	-18 740
Frais de personnel	-98 530	102	-396
Autres frais administratifs	-86 607	-1 152	-18 344
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	-6 550	0	0
Total frais généraux	-191 687	-1 050	-18 740
Résultat brut d'exploitation	68 918	30 234	36 629

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale constate que l'exercice se solde par un bénéfice de 61 083 957,26 €.

Elle approuve la proposition du Directoire d'affecter ce bénéfice augmenté du report à nouveau antérieur qui s'élevait à 38 155 927,18 €, soit un bénéfice distribuable de 99 23.884,44 € comme suit :

- à la réserve légale, la somme de 3 054 197,86 € ;
- à la réserve spéciale Œuvre d'art, la somme de 59 816,84 € ;
- au compte de report à nouveau, la somme de 34 554 027,24 € ;
- aux actionnaires à titre de dividendes, la somme de 61 571 842,50 €, soit 17,50 € par action.

La mise en paiement sera effectuée à partir du 12 juin 2019.

Les personnes physiques sont soumises à un prélèvement obligatoire non libératoire de 12,80 % et aux prélèvements sociaux au taux global de 17,20 %. Les revenus distribués sont éligibles, pour les personnes physiques, à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158, 3-2° du CGI en cas d'option globale du bénéficiaire pour soumettre l'ensemble des revenus mobiliers et plus-values au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

L'Assemblée Générale constate par ailleurs que les dividendes distribués au titre des exercices précédents sont les suivants :

- Exercice 2013 : 42 221 004,00 €, soit 12,00 € par action ;
- Exercice 2014 : 87 960 425,00 €, soit 25,00 € par action ;
- Exercice 2015 : 45 739 421,00 €, soit 13,00 € par action ;
- Exercice 2016 : 24 628 919,00 €, soit 7,00 € par action ;
- Exercice 2017 : 35 184 170,00 €, soit 10,00 € par action.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Neufilize OBC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823 9 et R. 823 7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation de la provision au titre du plan de départ volontaire

Risque identifié

Comme précisé dans l'annexe aux comptes annuels dans les notes « Faits marquants » et « P5 – provisions », dans le cadre du projet « Connect 2020 » initié par le groupe ABN AMRO, un plan de départ volontaire (PDV) a été mis en place dont l'accord collectif majoritaire a été signé en 2017.

Au 31 décembre 2018, la provision au titre du plan de départ volontaire s'élève à 29,4 M€, se décomposant en 5 M€ de provision pour risques et charges et 24,4 M€ de charge à payer.

L'estimation de cette provision requiert l'exercice du jugement de la direction dans le choix des éléments pertinents à prendre en compte pour l'établir.

Nous avons considéré dès lors que l'évaluation de cette provision comportait un risque important d'anomalies significatives dans les états financiers.

Notre réponse

Nous avons examiné le processus mis en œuvre par la direction pour déterminer la provision liée au plan de départ volontaire. Cette démarche a consisté à :

- tester les contrôles clés mis en place par la direction dans le cadre de l'évaluation du plan ;
- s'assurer de l'éligibilité des dépenses ayant conduit à l'utilisation de la provision ;
- porter attention à l'absence de double provisionnement s'agissant des coûts associés à la provision pour retraite ;
- examiner l'évolution de la provision pour le plan de départ volontaire et tester les coûts liés aux vagues 1 et 2.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225 37 4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Neufilze OBC par votre assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet MAZARS et du 26 mai 2016 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet MAZARS était dans la cinquième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la troisième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes

d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823 10 1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537 2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822 10 à L. 822 14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 14 mai 2019
Les commissaires aux comptes

MAZARS
Gilles DUNAND-ROUX

ERNST & YOUNG Audit
Luc VALVERDE

V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Banque, 3, avenue Hoche – 75008 Paris